

Paris, le 18 MAI 2010

*La Ministre de la Santé
et des Sports*

*La Ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche*

Cab RBN/CdB/JM/Mc D10-4200

Monsieur le ministre,
Monsieur le président,
Madame la coordinatrice générale des soins,

Notre système de santé se caractérise, historiquement, par une séparation nette entre les professionnels paramédicaux, d'une part, qui ont la plupart du temps effectué trois années d'études, et les professionnels médicaux, d'autre part, qui en ont effectué dix, voire douze.

Or, à la différence d'autres secteurs d'activité, le nombre de professionnels se situant entre ces deux catégories est extrêmement limité. Cette « bipolarité » présente des inconvénients majeurs pour notre système de santé.

En premier lieu, en effet, les professionnels médicaux ne peuvent déléguer qu'une partie réduite de leurs tâches. Leur travail est ainsi alourdi par des activités qui ne mobilisent pas ou peu leur expertise, ce qui renchérit leur coût pour la collectivité, alors même que l'évolution de la démographie médicale et des conditions d'exercice réduit le nombre et la disponibilité des médecins.

En second lieu, les professionnels de santé paramédicaux, même les plus expérimentés, sont limités dans leurs possibilités d'évolution professionnelle, puisqu'il ne leur est pas permis de remplir des fonctions soignantes à haut niveau de compétence et de responsabilité. Cette situation constitue pour eux une source de démotivation et affaiblit l'attractivité de leurs professions.

Pour les patients, enfin, l'insuffisance du nombre de professionnels « intermédiaires » entre les personnels médicaux et paramédicaux limite les possibilités de prise charge adaptée à leurs besoins, c'est-à-dire graduée et coordonnée entre le domicile, la ville et l'hôpital. Or ce manque de continuité dans la chaîne du soin est d'autant plus problématique que se développent les pathologies chroniques et celles liés à la dépendance.

Surmonter la bipolarité de notre système de santé en facilitant la formation et l'emploi de professionnels de niveaux « intermédiaires » constitue donc un enjeu décisif pour notre système de santé.

Répondre à cet enjeu constitue, depuis 2007, une priorité de notre action. C'est ainsi la raison pour laquelle la loi du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST) a donné un cadre aux partages de compétences entre professionnels de santé.

Monsieur Laurent HENART, ancien ministre
Monsieur le Professeur Yvon BERLAND, président de l'université Aix-Marseille II
Madame Danielle CADET, directrice des soins

C'est également dans cette perspective que nous conduisons l'intégration des formations paramédicales dans le modèle de licence, master et doctorat (LMD), qui ouvre de nouvelles perspectives pour développer les compétences et les responsabilités de ces professionnels de santé.

Nous entendons, aujourd'hui, élargir cette action et l'inscrire dans un cadre stratégique plus global. Il est en effet indispensable :

- de bien ajuster la montée en puissance de ces professions intermédiaires en fonction de l'évolution, dans la durée, des besoins de santé des Français ;
- de garantir aux professionnels concernés qu'ils pourront s'inscrire dans de véritables parcours professionnels, répondant à leurs attentes et leur offrant de réels débouchés ;
- de mobiliser l'ensemble des leviers disponibles, tant aux niveaux national que local, et ce de manière pleinement coordonnée.

C'est pourquoi nous avons souhaité vous confier une mission à ce sujet, présidée par Laurent HENART. Cette mission devra en particulier répondre aux questions suivantes :

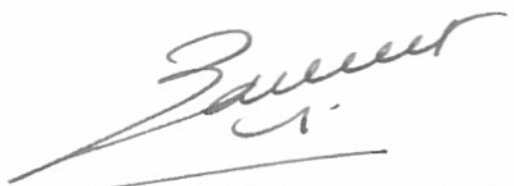
1. Quelles sont les situations dans lesquelles des professionnels « intermédiaires » pourraient améliorer l'accès, la coordination ou la qualité des soins ? Le cas échéant, quelle serait l'ampleur des besoins en compétences et en qualifications ? Comment ces besoins se répartissent-ils sur le territoire national, et comment évoluent-ils avec le temps ?
2. Comment répondre à ces besoins en compétences et en qualifications ? En particulier, quelles devraient être les spécialisations à créer ou à développer ? Comment ces formations pourraient-elles s'articuler avec les formations initiale et continue, et avec la reconnaissance des acquis de l'expérience ?
3. Comment accompagner l'évolution des pratiques, et l'organisation des équipes de soins, afin que l'apport des professionnels intermédiaires puisse pleinement améliorer les conditions de travail, et l'efficacité, des professionnels de santé dans leur ensemble ?
4. Au total, quels sont les objectifs que les pouvoirs publics devraient se donner en la matière, et quelles pourraient être les lignes directrices du plan d'action permettant de les atteindre ?

Tels sont les principaux thèmes auxquels nous souhaitons que la mission consacre ses travaux, pour dessiner les métiers et les parcours professionnels de demain, pour renouveler les modes d'intervention des équipes pluridisciplinaires en articulant mieux les cœurs de compétence, et pour, in fine, assurer des parcours de prises en charge répondant mieux aux besoins des personnes.

Vous veillerez à fonder vos travaux sur une analyse des expériences étrangères et sur une revue de la littérature existante. Vous travaillerez également en étroite collaboration avec l'ensemble des experts et des acteurs professionnels concernés par le sujet, et bénéficierez de l'appui de nos services.

Nous souhaitons que vous nous remettiez votre rapport au mois d'octobre 2010.

En vous remerciant pour votre engagement, nous vous prions d'agréer, monsieur le ministre, monsieur le président, madame la coordinatrice générale des soins, l'expression de notre considération distinguée.



Roselyne BACHELOT-NARQUIN



Valérie PECRESSE